

**Amendements relatifs à
la politique publique B**

Amendements du Conseil d'Etat pour la session du Grand Conseil des 12 et 13 décembre 2019

B ETATS-MAJORS ET PRESTATIONS TRANSVERSALES

Programme	Nature	Libellé	PROJET DE BUDGET 2020		MOTIFS	TOTAL DES AMENDEMENTS		ETP	PROJET DE BUDGET 2020	
			CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49
			765'937'367	72'835'947		15'156'606	-	38.45	781'093'973	72'835'947
B01 Etats-majors départementaux	30	Charges de personnel			<p>Secrétariat général du département (SG) : Avec un recul d'un an, l'organisation mise en place au département de la Cohésion sociale (DCS) permet d'avoir une bonne vision des ressources nécessaires pour assurer le fonctionnement courant du Secrétariat général du département (SG). Ainsi, il s'avère nécessaire de doter le DCS d'un poste supplémentaire de secrétaire général adjoint (SGA) dès 2020.</p> <p>Cette demande constitue le strict minimum des besoins nécessaires au bon fonctionnement du SG du DCS.</p>		1.0			
B01 Etats-majors départementaux	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			<p>Amendement du Conseil d'Etat visant à abandonner l'économie de 24 millions votée par la commission des finances. Les montants inscrits sur cette rubrique concerne l'ensemble des départements et permettent de répondre ainsi aux priorités de ce programme.</p>	213'270	budget.			
					<p>Le projet SCORE nécessite l'engagement de +3 ETP non permanents à l'OPE (en lieu et place de +7 ETP inscrits au PB2020 suite au report du projet) à partir de mi-2020.</p> <p>Ces ressources sont indispensables pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer le service de réévaluation des fonctions de l'OPE (+2 ETP) pour faire face aux nouvelles demandes de réévaluations collectives et aux décisions de la chambre administrative et pour la tenue à jour des données SCORE, qui, via les collocations, se poursuit tout au long de la durée du projet. - renforcer la direction du budget, finances et outils de pilotage de l'OPE (+1 ETP) pour les simulations, l'amélioration des outils (y compris la calculatrice), la mise à jour des bases de données de consolidation ainsi que le soutien technique à la centaine d'entités impliquées dans le projet. <p>Une fois le projet en force, ces ressources seront affectées pour accompagner le droit d'être entendu suite aux décisions de l'employeur, la transition et le déploiement du système.</p>	174'116	budget.			
B02 Gestion transversale et départementale des ressources humaines	30	Charges de personnel			<p>Renforcement des effectifs de l'OPE (+3.5 ETP permanents et pérennisation d'un poste auxiliaire) : Ces postes viendront renforcer la direction générale (1 ETP), le service de formation (1 ETP), le service des paires (1.5 ETP) et le service de santé du personnel de l'Etat (pérennisation d'un poste auxiliaire, neutre en francs). Il est nécessaire de compléter les ressources afin d'accompagner la mise en oeuvre du programme de législation et plus particulièrement la transformation de la politique RH. A ceci s'ajoute la nécessité de renforcer les ressources opérationnelles de l'OPE car celles-ci ont baissé ces dernières années (mesures d'économie) alors que dans le même temps les effectifs des dossiers sous gestion ont considérablement augmenté.</p> <p>Création de 0.8 ETP au Service RH du DCS : Avec un recul d'un an, l'organisation mise en place au nouveau département de la Cohésion sociale (DCS) permet d'avoir une bonne vision des ressources nécessaires pour assurer le fonctionnement courant du Secrétariat général du département. Ainsi, il s'avère nécessaire de doter le service des ressources humaines du département (SRH) d'un poste de responsable RH à 80% dès 2020 pour permettre à ce service de pouvoir faire face à l'important volume d'activités. Cette demande constitue le strict minimum des besoins nécessaires au bon fonctionnement du SRH du DCS.</p>	765'799	budget.	7.3		

Amendements du Conseil d'Etat pour la session du Grand Conseil des 12 et 13 décembre 2019

B ETATS-MAJORS ET PRESTATIONS TRANSVERSALES

Programme	Nature	Libellé	PROJET DE BUDGET 2020		MOTIFS	TOTAL DES AMENDEMENTS		ETP Total	PROJET DE BUDGET 2020	
			CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49
			765'937'367	72'835'947		15'156'606	-	38.45	781'093'973	72'835'947
B02 Gestion transversale et départementale des ressources humaines	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			Amendement du Conseil d'Etat visant à abandonner l'économie de 24 millions votée par la commission des finances : Cette rubrique couvre les dépenses de biens et services nécessaires à la gestion départementale des ressources humaines dans les départements et transversale à l'OPE. Sont concernées des dépenses obligatoires telles que la prime d'assurance RC pour tout l'Etat, les frais de fonctionnement du centre de formation, les médecins-conseils du service santé et les recours à des expertises, notamment actuarielles et juridiques, en matière de ressources humaines. Les budgets inscrits sur cette rubrique permettent également de répondre aux priorités de ce programme, telle que la transformation de la politique RH.	115'053	budget.			
B03 Gestion financière transversale et départementale et achats	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			Amendement du Conseil d'Etat visant à abandonner l'économie de 24 millions votée par la commission des finances: Les montants inscrits au PB2020 sont prévus pour couvrir les charges de biens et services nécessaires au bon fonctionnement de la DGFE et des directions financières départementales. La Trésorerie générale est le premier consommateur de dépenses générales qui sont notamment constituées des frais bancaires relatifs au trafic des paiements, ceux liés au cash-pooling, ceux relatifs au transport de fonds et ceux relatifs à l'outil de gestion de la dette. Par ailleurs, les montants inscrits au PB2020 servent également à mener des expertises financières, par exemple des expertises TVA pour les différents départements et entités subventionnées qui permettent d'optimiser la TVA et de générer un retour sur les dépenses effectuées par la DGFE pour les départements.	94'161	budget.			
B04 Gestion des locaux et logistique	30	Charges de personnel			Engagement de 5 ETP dès avril 2020 sans qu'il l'office cantonal des bâtiments (OCBA) ne sera pas en mesure de mettre en oeuvre le PL12552 relatif à l'assainissement des fenêtres et autres embrasures en façade des bâtiments de l'Etat de Genève en cas d'acceptation de celui-ci par le Grand Conseil (actuellement en traitement par la commission des travaux). <u>Ces postes sont progressivement activés en investissement avec une recette équivalente en nature 43. L'effet sur le résultat est ainsi partiellement neutralisé.</u> Le PB2020 prévoit le transfert d'un ETP pour le groupe MOVE, du DI (programme M03) vers le DF (programme B04). Lors de la préparation de l'amendement de la commission des finances visant à annuler les demandes de création de postes du Conseil d'Etat, le poste en question a été considéré à tort comme une création de poste et diminué des effectifs du DF. Ce transfert en provenance du M03 a été maintenu au PB2020. Cet amendement vise donc à remettre 1 ETP auxiliaire et les francs correspondant au DF afin de corriger cette erreur et rééquilibrer ce transfert.	653'614	budget.	6.0		

Amendements du Conseil d'Etat pour la session du Grand Conseil des 12 et 13 décembre 2019

B ETATS-MAJORS ET PRESTATIONS TRANSVERSALES

Programme	Nature	Libellé	PROJET DE BUDGET 2020		MOTIFS	TOTAL DES AMENDEMENTS		ETP Total	PROJET DE BUDGET 2020	
			CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49		CHARGES hors 37 et 39	REVENUS hors 47 et 49
			765'937'367	72'835'947		15'156'606	-	38.45	781'093'973	72'835'947
B04 Gestion des locaux et logistique	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			Amendement du Conseil d'Etat sans quoi l'office cantonal des bâtiments (OCBA) ne sera pas en mesure d'assurer l'entretien courant des bâtiments dont 50% se trouve dans la politique publique F Formation. Globalement toutes les politiques publiques seraient concernées et seules les réparations et dépannages à caractère strictement indispensable pourraient être assurées. Cela conduirait à revoir la planification des investissements (PD) et à bloquer les demandes de nouvelles locations. A relever que ce programme fait déjà face à une économie de 0.9 mio au PB2020.	7'985'353	budget.			
B05 Systèmes d'information et numérique	30	Charges de personnel			Engagement de 28.8 ETP (27.8 ETP pour l'OCSIN +1 ETP de la DOSI du DIP), dès avril 2020, sans quoi l'office cantonal des systèmes d'information et du numérique (OCSIN) sera dans l'impossibilité de mettre en oeuvre ses lois d'investissements en cours de réalisation ou d'examen par la commission compétente. La gestion des risques et en particulier de la sécurité de l'information seront sérieusement handicapés. En outre, parmi les services impactés figurent ceux fournis aux politiques publiques en matière de sécurité (notamment pour la police et la population), de l'instruction publique, du territoire (SIDLO), des droits politiques, des ressources humaines, des autorisations de construire, etc. A relever que le PB2020 tient compte d'une observation SAI impliquant une réduction de 4.65 ETP. A relever que 3 ETP sont activés en investissement avec une recette équivalente en nature 43.	2'394'145	budget.	24.15		
B05 Systèmes d'information et numérique	31	Charges de biens et services et autres charges d'exploitation			Amendement du Conseil d'Etat sans quoi l'office cantonal des systèmes d'information et du numérique (OCSIN) sera dans l'impossibilité d'assurer la mise en oeuvre de ses lois d'investissements en cours de réalisation ou d'examen par la commission compétente. La gestion des risques et en particulier de la sécurité de l'information seront sérieusement handicapés. En outre, parmi les services impactés figurent ceux fournis aux politiques publiques en matière de sécurité (notamment pour la police et la population), de l'instruction publique, du territoire (SIDLO), des droits politiques, des ressources humaines, des autorisations de construire, etc.	2'761'095	budget.			